

Jean-François Bayart

**Malheur à la ville
dont le Prince
est un enfant**

**De Macron à Le Pen ?
2017-2024**

Collection DISPUTATIO

dirigée par Jean-Pierre Chrétien

Le terme est un clin d'œil à la Sorbonne médiévale, à l'idée qu'il n'y a pas de vie intellectuelle sans discussions. Les débats publiés dans cette collection portent sur les Suds comme sur les Nords de notre ^{xxi}^e siècle débutant. Il ne s'agit pas de polémiques qui retombent aussi vite qu'elles ont grossi dans les médias, mais de questions cruciales où la virulence n'exclut pas la rigueur. « Disputatio » accueille des combats où la conviction doit s'allier à la compétence.

Karthala sur Internet

www.karthala.com

(paiement sécurisé)

© Éditions Karthala, 2024

ISBN : 978-2-38409-210-9

Jean-François Bayart

Malheur à la ville dont le Prince est un enfant

De Macron à Le Pen?
2017-2024

Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

DU MÊME AUTEUR

- L'Énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*, La Découverte, 2022.
- Violence et religion en Afrique*, Karthala, 2018.
- État et religion en Afrique*, Karthala, 2018.
- L'Impasse national-libérale. Globalisation et repli identitaire*, La Découverte, 2017.
- Les Fondamentalistes de l'identité. Laïcisme versus djihadisme*, Karthala, 2016.
- Le Plan cul. Ethnologie d'une pratique sexuelle*, Fayard, 2014.
- Sortir du national-libéralisme. Croquis politiques des années 2004-2012*, Karthala, 2012.
- Les Études postcoloniales. Un carnaval académique*, Karthala, 2010.
- L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Albin Michel, 2010.
- Le Gouvernement du monde. Une Critique politique de la globalisation*, Fayard, 2004.
- L'Illusion identitaire*, Fayard, 1996.
- L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 1989.
- La Politique africaine de François Mitterrand*, Karthala, 1984.
- L'État au Cameroun*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979.

En collaboration

- (avec Ibrahima Poudiougou et Giovanni Zanoletti) *L'État de distorsion en Afrique de l'Ouest. Des empires à la nation*, Karthala, 2019.
- (avec Stephen Ellis et Béatrice Hibou) *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Complexe, 1997.
- (avec Fariba Adelhah et Olivier Roy) *Thermidor en Iran*, Complexe, 1993.
- (avec Achille Mbembe et Comi M. Toulabor) *Le Politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Karthala, 1992.

Dirigés

- (en collaboration avec Ariane Zambiras), *La Cité culturelle. Rendre à Dieu ce qui revient à César*, Karthala, 2015.
- (en collaboration avec Fariba Adelhah), *Voyages du développement : émigration, commerce, exil*, Karthala, 2007.
- (en collaboration avec Jean-Pierre Warnier), *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Karthala, 2004.
- La Greffe de l'État. Les Trajectoires du politique*, 2, Karthala, 1996.
- La Réinvention du capitalisme. Les Trajectoires du politique*, 1, Karthala, 1994.
- Religion et modernité en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Karthala, 1993.

«Celui qui voudra s'en tenir au présent,
à l'actuel, ne comprendra pas l'actuel»

Jules Michelet, *Le Peuple*, Méline,
Cans et Compagnie, 1846, tome I, p. XII

Avertissement

Emmanuel Macron est le plus jeune président de la République que la France s'est donné, Gabriel Attal le plus jeune Premier ministre. Mais, Parole d'Évangile, « on ne met pas du vin nouveau dans de vieilles outres ». L'Écclésiaste nous avertit aussi : « Malheur à la ville dont le Prince est un enfant ». Nous y sommes. Et même au carré !

Reprenant des tribunes que j'ai écrites depuis 2017, ce petit livre démontre que le basculement de la France vers une révolution conservatrice, ou ce que l'on nomme parfois l'« illibéralisme », ou pis un régime franchement autoritaire sous la houlette du Rassemblement national, était prévisible, puisqu'il fut prévu ou en tout cas fit vite l'objet d'avertissements.

Son originalité est de procéder dans les termes de la sociologie historique et comparée du politique. Certes il prend pour focale – je ne dis pas pour cible – la personne et la politique d'Emmanuel Macron, point d'entrée inévitable compte tenu de la dérive présidentialisiste de la V^e République. Mais il s'attache à dégager les logiques de situation dont ce dernier est le jouet consentant, à les replacer sous l'éclairage de l'historicité propre de la société politique française, et à en souligner la commensurabilité avec d'autres situations, passées ou présentes. Les concepts de révolution conservatrice, de libéralisme autoritaire, de national-libéralisme sont les mieux à même de nous faire comprendre ce qui nous arrive.

Le caractère prémonitoire de certaines des pages qui suivent doit moins à la préscience de leur auteur qu'à l'approche scientifique qu'il met en œuvre et à la discipline dont il se réclame. D'une tribune à l'autre, les répétitions sont parfois inévitables. Pour fastidieuses qu'elles puissent être, elles ont l'avantage de montrer que les signes avant-coureurs du grand basculement furent nombreux et intelligibles.

A celles et ceux qui seraient tentés de se résigner à ce qu'il est en train d'advenir, ou pis encore de penser habile d'espérer en tirer quelque avantage à terme, rappelons la définition du point de bascule par les experts du GIEC dans le domaine climatique : le « degré de changement des propriétés d'un système au-delà duquel le système en question se réorganise, souvent de façon abrupte, et ne retrouve pas son état initial même si les facteurs du changement sont éliminés ». Les démocrates polonais qui ont vaincu électoralement le PIS, en dépit de l'asymétrie des conditions de campagne qui leur a été imposée, l'apprennent à leurs dépens. Que les lecteurs qui prendront connaissance de ces chroniques y trouvent l'énergie et la lucidité d'un sursaut politique, avant que ne survienne l'irréparable d'une nouvelle « étrange défaite ».

* *

*

Cet ouvrage reprend à l'identique – hormis quelques corrections mineures de forme – des chroniques qui ont été publiées dans différents médias de 2017 à 2024 :

Emmanuel Macron, un révolutionnaire conservateur, *Analyse Opinion Critique* (plus connu sous le sigle A.O.C.), 28 février 2024

Pourquoi je voterai Macron par défaut, mais sans état d'âme,
Mediapart, 2 mai 2017

Jupiter et l'Aquarius, *Mediapart*, 28 août 2018

Le sparadrap du capitaine, Macron, *Mediapart*, 2 janvier 2019
« Malheur à la ville dont le Prince est un enfant ! » (*L'Ecclésiaste*),
Mediapart, 7 décembre 2018

La tentation bonapartiste d'Emmanuel Macron, *Mediapart*,
6 mars 2019

Pourquoi je ne voterai pas Macron, sans état d'âme, *Mediapart*,
23 mai 2019

Que le terme plaise ou non, il y a bien une islamophobie d'Etat
en France, *Le Monde*, 31 octobre 2020

Trois raisons de la nécessaire démission de Frédérique Vidal,
Mediapart, 22 février 2021

Une quatrième raison de la nécessaire démission de Frédérique
Vidal, *Mediapart*, 3 mars 2021

Sortir l'Université du maccarthysme d'ambiance, *Mediapart*,
16 mars 2021

Une cinquième raison d'exiger la démission de Frédérique Vidal,
Mediapart, 21 mars 2021

La captation politique de la succession à Sciences Po, *Mediapart*,
7 avril 2021

Le gouvernement macronien de l'Afrique par le grotesque *Analyse
Opinion Critique*, (A.O.C), 5 octobre 2021

Cet homme est dangereux, *Mediapart*, 20 juillet 2021

« Vie de merde pour les non-vaccinés », *Mediapart*, 30 juillet 2021

Voter ou ne pas voter, telle est la question, *Mediapart*, 19 avril
2022

Où va la France?, *Le Temps*, 8 mai 2023

On sait mieux où va la France, *Le Temps*, 1^{er} juillet 2023

Gueule de bois républicaine, *Mediapart*, 12 juillet 2023

La France serait-elle arrivée là où elle va?, *Blast*, 4 janvier 2024

INTRODUCTION

Emmanuel Macron, un révolutionnaire conservateur (28 février 2024)

L'injonction d'Emmanuel Macron aux ministres du gouvernement Attal de se montrer non « gestionnaires » mais « révolutionnaires » peut prêter à haussement d'épaules. On peut y voir aussi une manifestation supplémentaire du grotesque qui lui tient lieu de style politique, dès lors que sa prétention à être lui-même « révolutionnaire » va de pair avec la répression policière de tous ceux qui se le disent également, avec plus de crédibilité que lui-même.

Néanmoins, il nous faut prendre au sérieux cette pétition de principe « révolutionnaire » dont il se pourrait qu'elle nous fournisse la clef d'intelligibilité du macronisme. Après tout, Emmanuel Macron a intitulé son ouvrage de première campagne présidentielle *Révolution*. Il se réclamait de temps nouveaux et entendait rejeter dans les poubelles de l'Histoire le vieux monde, non sans accents évangéliques de *born again* de la République (ou de la monarchie ?) Volontiers « disruptif », il se veut homme de rupture et, pourquoi pas, de transgression, en l'occurrence des « tabous », un mot récurrent dans son discours. Il se rêve en président d'une *start-up nation* pour mieux se gausser des « Gaulois réfractaires ».

« En même temps » il se dévoile en conservateur profond. Il assume sans gêne les poncifs les plus éculés du roman

national. Orléans, le Mont-Saint-Michel, le Puy-du-Fou, Notre-Dame-de-Paris délimitent sa géographie historique. Il reprend le vocabulaire traditionnel de la droite et souvent de l'extrême-droite, en répondant à l'explosion sociale des banlieues par la pensée magique de l'« autorité », en se dressant contre l'immigration, en luttant contre les narcotrafiquants par l'organisation d'opérations « place nette » dont on a vu l'inanité en Amérique latine ou aux Philippines, en s'imposant dans la sphère intime de la famille pour contrôler les écrans des ados et augmenter le nombre des bébés, et en oeuvrant pour que la France « reste la France » quitte à paraphraser Eric Zemmour. Il assume désormais la remise en cause du droit du sol, fût-ce à doses homéopathiques.

Par ailleurs sa « révolution » est surtout celle du capitalisme, en vue de sa systématisation à l'ensemble de la vie sociale, et au prix d'un siphonage radical du secteur public au bénéfice du secteur privé dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports, de la vieillesse, de la petite enfance, de l'administration. Chef de l'Etat, Emmanuel Macron est le fondé de pouvoir d'Uber, d'Airbnb et de McKinsey dont il aimerait simplement que les opérateurs soient des chouans ou des bâtisseurs de cathédrale.

Le slogan initial du macronisme, sous couvert de ricolisme mal digéré, doit donc être pris au sérieux, et au pied de la lettre. Il s'agit d'être à la fois conservateur *et* révolutionnaire. Son attitude à l'égard de l'homosexualité est éloquente de ce point de vue. Une part de son entourage politique le plus proche partage cette orientation sexuelle, à commencer par le Premier ministre, Gabriel Attal, et le nouveau ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, lesquels ont d'ailleurs été compagnons « pacsés » en bonne et due forme de 2017 à 2022. Mais ce personnel politique *gay friendly* affiche des valeurs et un imaginaire politiques profondément

conservateurs, voire réactionnaires, au point d'introduire dans la législation française la « préférence nationale » chère à la famille Le Pen, dont la loi contre l'immigration du 19 décembre 2023 a assuré la « victoire idéologique », de son propre dire. L'amour entre garçons, pourquoi pas, mais en uniforme et sans *abaya*.

Ce en quoi le macronisme ne se démarque pas autant de la droite ou de l'extrême-droite qu'on pourrait le penser. Le premier ministre notoirement homosexuel dans un gouvernement français fut nommé par Giscard d'Estaing, le premier député à faire son *coming out* fut un chiraquien, et Marine Le Pen se tint à distance de la Manif pour tous, ne serait-ce que parce que son bras droit de l'époque était lui-même homosexuel. Loin de nous, naturellement, l'idée de voir dans le macronisme un complot LGBT. Si tel eût été le cas, Clément Beaune serait encore au gouvernement. Mais le libéralisme sexuel peut se combiner avec des choix politiques ou économiques des plus conservateurs, même si la base électorale ou militante de la droite et de l'extrême-droite demeure sourdement homophobe – tout comme les œillades de Marine Le Pen aux juifs et à Israël n'empêchent pas nombre de membres du Rassemblement national d'être antisémites. En Grèce, à la consternation de l'Eglise orthodoxe, un Kyriákos Mitsotákis fait voter le mariage entre personnes de même sexe tout en flirtant avec les néo-nazis d'Aube dorée. Les SA, tout national-socialistes qu'ils fussent, étaient réputés pratiquer l'homo-érotisme.

La vraie question est donc de savoir comment on peut « en même temps » être un Premier ministre homosexuel *et* dénoncer le « wokisme » ; reconnaître les crimes contre l'humanité dont s'est rendue coupable la colonisation *et* stigmatiser les études postcoloniales ; conjuguer la nostalgie de l'Ancien Régime *et* la *start-up nation*. De quoi ces

contradictions apparentes, ou plutôt ces tensions sont-elles le nom ?

De quelque chose que nous connaissons très bien dans l'histoire européenne : à savoir la « révolution conservatrice » à laquelle en appela Hugo von Hofmannsthal lors de sa conférence « Les Lettres comme espace spirituel de la nation », donnée à Munich en 1927. Thomas Mann parlera plus tard, à ce propos, de « monde révolutionnaire et rétrograde », de « romantisme technicisé », dans une perspective critique¹.

Quelle que fût leur appréciation normative, ces termes renvoyaient, à l'époque, au fascisme italien, au national-socialisme allemand, à toute une série de régimes autoritaires d'Europe centrale et orientale qui peu ou prou lorgnaient vers ces modèles, aux mouvements politiques de cette inspiration, de ce « champ magnétique »² qui travaillaient entre les deux guerres les démocraties libérales. J'y ajouterai pour ma part le régime de parti unique de Mustafa Kemal qui fascina la droite nationaliste allemande dans son refus du *Diktat* de la paix de Versailles – en l'occurrence du traité de Sèvres (2020) – et le « socialisme dans un seul pays » que fit prévaloir Staline en URSS, à partir de 1924, en épousant la passion nationale grand-russe, non sans obtenir de la sorte une certaine empathie de la part de la droite nationaliste allemande, anti-bourgeoise et anti-occidentale.

Dans tous ces régimes, l'on retrouvait un tel alliage entre deux orientations apparemment contradictoires : d'une part, une volonté de rupture avec le monde ancien, ostensiblement

1. Thomas Mann, *Docteur Faustus. La vie du compositeur allemand Adrian Leverkühn racontée par un ami*, Paris, Albin Michel, 2015 (1950), collection « Le Livre de poche », p. 439.

2. Philippe Burrin, « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, 32, 1984, pp. 52-72.

méprisé, que l'on ne projetait pas de restaurer – à l'instar des réactionnaires à la Charles Maurras – mais que l'on voulait régénérer par l'exaltation d'un Homme nouveau grâce à une vraie révolution morale, culturelle, technologique, économique et même, parfois, sociale ; d'autre part, l'attachement à certaines catégories traditionnelles de la famille, de la sexualité, de l'autorité, de la nation, de l'identité culturelle, quitte à bousculer leurs cadres institutionnels tels que les Eglises, l'école, l'Université, voire l'armée ou la famille elle-même, en dressant les enfants contre leurs parents, leurs professeurs, leurs généraux et leurs prêtres au nom des impératifs de la révolution.

De nos jours, nombre de régimes renouent avec cette combinaison paradoxale. Ainsi de l'Inde de Narendra Modi, de la Russie de Vladimir Poutine, de la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan, de la Hongrie de Viktor Orbán, de l'Israël de Benjamin Netanyahu, de l'Argentine de Javier Milei, et de bien des Etats subsahariens. Mon hypothèse, que j'ai hasardée depuis 2017 dans différents médias – *A.O.C.*, *Mediapart*, *Le Temps* et *Blast* – est qu'Emmanuel Macron participe de cette tendance globale. Affirmation qui nécessite immédiatement des mises en garde si l'on veut éviter que le débat ne s'égare dans les méandres de la polémique et d'une conception erronée de la comparaison.

Comparer Macron avec d'autres figures révolutionnaires conservatrices

L'historien Paul Veyne nous rappelle que dans la langue française le verbe « comparer » comporte deux sens antithétiques : l'on compare *à* pour exprimer la similitude, l'on compare *avec* pour mettre en jeu la différence (ou la spécificité) au-delà de la similitude, éventuellement factice

ou superficielle³. Dans notre cas il s'agit évidemment de comparer Emmanuel Macron *avec* d'autres figures politiques contemporaines ou de l'entre-deux guerres. Le lecteur sera suffisamment charitable pour ne pas me reprocher de le comparer à Hitler, à Mussolini ou à Poutine. Et d'ailleurs il est moins question de comparer Emmanuel Macron à tel ou tel que de comparer la situation française d'aujourd'hui *avec* d'autres situations politiques, d'aujourd'hui ou d'hier. Ce qui doit nous importer, ce sont bien des *logiques de situation* que servent des acteurs politiques, souvent à leur corps défendant, ou sans même qu'ils en soient conscients. Mon raisonnement relève de la sociologie historique et comparée du politique plutôt que d'une conception intentionnaliste des sciences sociales⁴. Cela ne diminue en rien le rôle et la responsabilité personnelle des acteurs – en l'occurrence d'Emmanuel Macron – mais nous interdit de limiter notre analyse à cette aune individuelle.

En d'autres termes, il convient de distinguer les intentions ou l'orientation idéologique d'Emmanuel Macron et les dynamiques de situation dans lesquelles s'inscrit son action. Ces dynamiques sont celles des configurations politiques, sociales et culturelles du moment ou du passé immédiat. Mais elles sont également tributaires de l'historicité propre de la société française, de sa mémoire historique, de la panoplie des répertoires idéologiques et discursifs qu'elle a noués au fil des siècles, des rapports de force matériels et imaginaires qui se sont constitués dans le déroulé des événements. Bref, le débat aurait tort de se cantonner à la

3. Paul Veyne, *L'Inventaire des différences. Leçon inaugurale au Collège de France*, Paris, Le Seuil, 1976, pp. 20-21.

4. Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011 ; Jean-François Bayart, *L'Énergie de l'État. Pour une sociologie historique et comparée du politique*, Paris, La Découverte, 2022.

seule personne du président de la République et de prendre pour argent comptant son auto-identification puérile à tel ou tel dieu de l'Antiquité grecque, Jupiter ou Vulcain, selon les circonstances. Son projet n'est certainement pas de faire le lit de Marine Le Pen. Il n'empêche que son action pave la route de celle-ci vers l'Elysée, en 2027, si tant est qu'une crise de régime ne survienne pas auparavant à la faveur de l'évidement progressif de son autorité.

Logique de situation, 1

Doivent notamment être pris en considération cinq facteurs. Le premier d'entre eux est le positionnement politique qu'a choisi Emmanuel Macron en 2017. Loin d'être neuf, celui-ci reprenait un vieux classique de l'histoire européenne : l'aspiration à un « Etat fort » dans une « économie saine » que réclamaient Carl Schmitt et les Neuliberalen dans l'entre-deux guerres, c'est-à-dire le rêve d'un « libéralisme autoritaire », selon la formule du critique de ce dernier, le juriste social-démocrate Hermann Heller. Un tel positionnement, dans l'histoire française, a une lignée bien précise, celle de l'« Extrême-Centre », qui part des « Perpétuels » de Thermidor aux technocrates néolibéraux d'aujourd'hui en passant par le réformisme autoritaire de Napoléon I^{er} et de Napoléon III, le saint-simonisme, les réformateurs étatistes de la fin de la Troisième République et de Vichy, les hauts fonctionnaires des Trente Glorieuses, puis de l'Âge néolibéral⁵.

Or, la constante de cette orientation politique a toujours été une sourde défiance à l'encontre de la démocratie et

5. L'historien Pierre Serna a bien dégagé cette continuité des « Perpétuels » thermidoriens à Emmanuel Macron (*L'Extrême-Centre, ou le poison français. 1789-2019*, Seyssel, Champ-Vallon, 2019.)

du peuple, postulé incapable de comprendre le sens de l'Histoire, la nécessité des réformes, les bienfaits de l'accumulation primitive de capital. Des Gaulois réfractaires, vous dis-je! Sans que l'on sache trop s'il connaît l'origine et la signification historique de cette expression, Emmanuel Macron se réclame explicitement de l'« Extrême-Centre ». Cela ne le prédispose pas à jouer la démocratie contre la montée électorale de l'extrême-droite qu'il prétend pourtant endiguer en appliquant son programme, à la façon d'un Viktor Orbán. Cela risque même de l'installer mécaniquement dans la position du chancelier Brüning, gouvernant par décret l'« économie saine » avant d'être balayé par le national-socialisme. Le recours immodéré aux ordonnances, aux décrets et au 49.3 participe de cette pesanteur.

D'ores et déjà Emmanuel Macron, tout jupitérien qu'il soit, entérine l'instauration d'une forme d'Etat corporatiste au sein duquel la Police et la FNSEA ont pris le contrôle, respectivement, du maintien de l'ordre et de l'agriculture, dans une perspective de défense d'intérêts catégoriels, déconnectée de l'intérêt général. Il est de plus en plus patent que l'armée prend le chemin de cette autonomisation, notamment dans le cadre du Conseil de défense, entité non constitutionnelle qu'avait mise en place François Mitterrand pour contourner le contrôle parlementaire et la réticence de son ministre de la Défense, Pierre Joxe, vis-à-vis de l'intervention militaire de la France au Rwanda. De manière générale, la conjonction de l'absence de majorité parlementaire, du libéralisme économique et du mépris de l'administration, qualifiée d'« Etat profond », a conduit à la systématisation d'un gouvernement présidentieliste caméral, par conseils, désormais plus souvent privés que publics, dans les différents domaines de la vie de la nation.

Logique de situation, 2

Un deuxième facteur est l'instauration à bas bruit, ces dernières décennies, d'un Etat policier sous le couvert de la lutte contre le terrorisme et contre l'immigration ou de la préparation des Jeux Olympiques, sous la pression continue de lobbies industriels, et à la faveur du développement des nouvelles technologies numériques. Depuis vingt-cinq ans les lois liberticides se sont multipliées, la plupart des dispositions prises sous l'état d'urgence ont été ensuite introduites dans le droit ordinaire, et la numérisation du contrôle de nos vies privées ou professionnelles s'est amplifiée de manière exponentielle. Un habitus policier s'est imposé : à la population, singulièrement celle des banlieues populaires, mais aussi au gouvernement dont les ministres de l'Intérieur successifs ne sont plus que les représentants dans l'arène politique des syndicats policiers.

Le plus grave a trait non seulement à l'impuissance des organisations ou des institutions publiques en charge de la défense des libertés, mais aussi et surtout à l'indifférence ou à l'inconscience des citoyens, en dépit des avertissements de personnalités souvent issues de la droite, telles que l'écrivain François Sureau, pourtant proche d'Emmanuel Macron, ou l'ancien Défenseur des droits, le chiraquien Jacques Toubon. Le consumérisme naïf a désactivé la conscience politique critique, et les libertés sont allègrement sacrifiées sur l'autel du dernier modèle de l'iPhone.

Nous n'en prendrons qu'un exemple, tiré de la vie quotidienne. La généralisation des contrôles routiers automatisés, par radar et vidéosurveillance, a privé l'automobiliste de toute possibilité effective de contestation de son éventuelle verbalisation, y compris lorsque son identité a été usurpée ou lorsque la signalisation est défectueuse : tout simplement

parce que l'agent administratif saisi de la réclamation ne peut y passer que quelques minutes, sans prendre connaissance du fond, et se contente donc de la rejeter, politique du chiffre oblige. La France a été condamnée à ce propos par la justice européenne, mais ne donne pas suite⁶. Demain les contrôles de la foule, puis des individus, par les technologies de l'intelligence artificielle, de la reconnaissance faciale et de la biométrie, dont le loup a été introduit dans la bergerie des Jeux Olympiques – comme en Chine –, livrera tout un chacun à l'arbitraire algorithmique de la Police.

Dans cette démission générale, il n'est plus guère de personnes pour s'indigner de l'absence de tout juriste constitutionnaliste au sein du Conseil constitutionnel, par exemple, ou encore des crimes quotidiens contre l'humanité dont se rend coupable la France, au même titre que le reste de l'Union européenne, dans sa lutte contre l'immigration – laquelle provoque la mort, chaque année, de plusieurs milliers d'individus. Un ministre de l'Intérieur peut même benoîtement annoncer qu'il n'appliquera pas les décisions de justice du Conseil d'Etat ou de la Cour européenne des droits de l'Homme et être reconduit dans ses fonctions. Sans crainte du ridicule, un Garde des Sceaux, pénaliste réputé, peut être blanchi par la Cour de Justice de la République du chef d'accusation de prise illégale d'intérêts au prétexte qu'il n'avait pas compris le conflit desdits dans lequel il se trouvait. Un secrétaire général de l'Elysée, mis en examen, peut, sans sourciller, annoncer la composition d'un gouvernement dans lequel figure une ministre de la Culture, elle-même mise en examen.

Nous sommes bien dans le gouvernement du grotesque, propice à la tyrannie. L'Etat de droit – sans même parler de

6. Voir le témoignage terrifiant et l'enquête de Julie Brafman, « Usurpation d'identité », *Libération*, 23 août 2023, pp. 2-5.

la République «exemplaire» que revendiquait Emmanuel Macron – n’est plus qu’un trompe – l’œil qui ne parvient pas à faire oublier les dizaines de manifestants ou de simples passants mutilés par la répression policière et l’usage d’armes létales indignes d’une démocratie ; violence institutionnelle qui vaut à la France des remontrances répétées de la part des Nations-unies et des institutions européennes.

Autrement dit, sur plusieurs décennies, les gouvernements successifs, qu’ils soient de gauche, de droite ou d’« en même temps », ont mis en place un arsenal législatif, réglementaire et coutumier qui donnera au Rassemblement national les clefs d’un Etat autoritaire contre lequel la société française n’a plus guère de défense immunitaire.

Logique de situation, 3

Le troisième facteur qui menace insidieusement la République française est la mise en place d’un système de désinformation aux mains de l’extrême-droite et de la droite traditionaliste, plus ou moins religieuse et identitariste, que relayent dans l’opinion les réseaux sociaux, parfois inféodés à des régimes révolutionnaires conservateurs étrangers, tels que celui de Vladimir Poutine.

Se diffusent de la sorte, dans les veines de la société française, les « minuscules doses d’arsenic » d’une novlangue dont un Victor Klemperer a magistralement démontré l’efficace au sujet du Troisième Reich⁷. Non seulement Emmanuel Macron – pas plus, cela va sans dire, que Les Républicains, désormais acquis à cette vision du monde – ne s’y oppose pas, en dépit de son animosité personnelle à l’encontre de

7. Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, Paris, Albin Michel, 1996, p. 40.